



## Lettre ouverte à la Préfète de Gironde

Les Unions Départementales CGT, FO, la FSU de Gironde et la FSE de Gironde constatent que les dispositions, soi-disant d'ordre sanitaire, décidées par le Gouvernement constituent des régressions sans précédent pour les salariés, les chômeurs, la jeunesse. Un Gouvernement circonscrit à un « cabinet noir » de quelques ministres et généraux, réunis en « conseil de défense » autour du Président Macron qui s'octroie tous les pouvoirs discrétionnaires.

Le Gouvernement s'autorise à prendre par ordonnances toute mesure permettant de rétablir la possibilité de déroger, de façon unilatérale de la part des employeurs, en matière de jours de repos, de durée du travail, de repos hebdomadaire, de travail dominical. Tandis que les mesures indispensables de santé publique ne sont pas prises, notamment l'arrêt des fermetures de lits (moins 7 000 en 2018 et 2019), l'ouverture immédiate des lits d'hôpitaux et le recrutement des personnels nécessaires.

En revanche des milliards sont déversés au capital... qui multiplie les licenciements, les plans de suppressions d'emplois, de baisse des salaires et des acquis.

Se développent des restrictions graves aux libertés individuelles et collectives, à la liberté de réunion et de manifestation notamment en matière syndicale. La répression s'accroît, en particulier contre la jeunesse, contre les salariés et les syndicalistes.

Le projet de loi relatif à « la sécurité globale », dans le cadre d'une procédure accélérée, contient de nombreuses atteintes au droit de la vie privée, à la liberté d'informer, au principe d'égalité, à la liberté de la presse, à la liberté de manifester... La loi LPPR qui s'en prend au droit aux études et à la recherche à l'université permettrait désormais de condamner à des amendes et de la prison les étudiants et personnels mobilisés dans le hall ou les locaux des facultés. Des professeurs et des lycéens sont sanctionnés, réprimés car ils contestent la réforme du Bac qui va davantage aggraver les inégalités et casser l'ascenseur social.

Cette dérive autoritaire, que nous condamnons, est dénoncée par les organisations de défense des Droits de l'Homme, les rédactions des journaux de toutes opinions, syndicats de journalistes ou d'avocats, la défenseure des droits...

Des dizaines de milliers de citoyens ont déjà manifesté contre le projet de loi « sécurité globale » dans tout le pays ces derniers jours, notamment à Bordeaux.

### Nous revendiquons :

- la fin de l'état d'urgence, de l'état d'exception et des pouvoirs spéciaux aux préfets
- le retrait intégral du projet de loi « sécurité globale »
- la fin de toutes les mesures liberticides et le retour des libertés publiques et syndicales
- que sans délai le Gouvernement retire les contre-réformes des retraites et de l'assurance chômage, que des mesures d'urgence soient prises à la hauteur des enjeux environnementaux et sociaux, contre les licenciements, pour le maintien de tous les emplois, pour l'augmentation générale des salaires, des pensions et des minimas sociaux, étendus à la jeunesse précarisée.

**Les organisations signataires demandent à être reçues en audience par la Préfète.**